

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)
ACCORD-CADRE RELATIF À L'ACCOMPAGNEMENT DE L'ENSTA DANS LA MISE EN
ŒUVRE D'UN SMQ CERTIFIÉ ISO 21001 ET ISO 9001.
CCAP MP 2025 05 60

CCAG / PRESTATIONS INTELLECTUELLES
CCAG/PI

SOMMAIRE

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| ARTICLE 1 - DOCUMENTS RÉGISSANT L'ACCORD-CADRE | 4 |
| ARTICLE 2 – OBJET ET FORME DE L'ACCORD-CADRE | 4 |
| 2.1- OBJET | 4 |
| 2.2 – FORME DE L'ACCORD-CADRE | 4 |
| 2.3 – ALLOTISSEMENT | 4 |
| 2.4 – VARIANTES..... | 4 |
| ARTICLE 3 - MONTANTS DE L'ACCORD-CADRE | 5 |
| ARTICLE 4 - DURÉE DE L'ACCORD-CADRE | 5 |
| ARTICLE 5 - PRIX | 5 |
| 5.1 - DATE D'ETABLISSEMENT DES PRIX..... | 5 |
| 5.2 - TYPE ET FORME DU PRIX..... | 5 |
| 5.3 - MODALITES DE REVISION DES PRIX | 5 |
| 5.4 - CONTENU DES PRIX | 6 |
| 5.5 - APPLICATION DE LA TVA | 6 |
| ARTICLE 6 – CONDITIONS D'EXÉCUTION DES BONS DE COMMANDE | 6 |
| 6.1 - DUREE MAXIMUM D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE | 6 |
| 6.2 – CONTENU DES BONS DE COMMANDES | 7 |
| ARTICLE 7 – DELAIS ET CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS..... | 7 |
| 7.1 – MODALITES D'EXECUTION | 7 |
| 7.1 – DELAIS DE REMISE DES LIVRABLES | 7 |
| 7.3 – LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS | 8 |
| ARTICLE 8 – OPERATION DE VERIFICATION..... | 8 |
| ARTICLE 9 – PÉNALITÉS..... | 8 |
| 9.1 - AUTORITE HABILITEE POUR LES SURSIS ET LES PROLONGATIONS DE DELAIS | 8 |
| 9.2 - PENALITES DE RETARD DE REMISE DE LIVRABLES | 9 |
| ARTICLE 10 : OBLIGATIONS..... | 9 |
| 10.1 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE | 9 |
| 10.2 - OBLIGATIONS DE L'ENSTA..... | 10 |
| ARTICLE 11 - CONDITIONS FINANCIÈRES DE L'ACCORD-CADRE | 10 |
| 11.1 - AVANCE | 10 |
| 11.2 – ACOMPTE..... | 10 |
| 11.3 – FINANCEMENT | 10 |
| 11.4 – MODALITES DE PAIEMENT | 10 |
| 11.5 - GENERALITES..... | 11 |
| 11.7 - CESSION DE CREANCE ET NANTISSEMENT | 11 |
| ARTICLE 12 – OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITÉ – MESURES DE SÉCURITÉ..... | 12 |
| 12.1 - MESURES DE SECURITE ET PROTECTION DU SECRET | 12 |
| 12.2 - LIBRE ACCES - CONDITIONS DE TRAVAIL..... | 12 |

12.3 - ENTREES ET SORTIES DANS L'ETABLISSEMENT DE MATERIELS APPARTENANT AU PRESTATAIRE 12

ARTICLE 13 - RÉSILIATION 12

ARTICLE 14 - CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES 13

ARTICLE 15 - LITIGES..... 14

ARTICLE 16 - TRAITEMENT DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL 14

ARTICLE 17 – DISPOSITIONS SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES 14

ARTICLE 1 - DOCUMENTS RÉGISSANT L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est soumis aux dispositions du Code de la Commande Publique. Il est régi par les documents contractuels ci-après cités dans l'ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement, signé par les représentants de la personne publique et du titulaire, et son annexe financière (BPU) ; (le RIB et le cas échéant la déclaration relative à la sous-traitance) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP MP 2025 05 60) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP MP 2025 05 60) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (CCAG/PI) issu de l'arrêté du 01 avril 2021 ;
- Le mémoire technique du titulaire, remis à l'appui de son offre.

ARTICLE 2 – OBJET ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

2.1- Objet

Le présent accord-cadre a pour objet l'accompagnement de l'ENSTA dans la mise en œuvre d'un SMQ certifié ISO 21001 et ISO 9001.

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations décrites dans le CCTP conformément aux exigences techniques du besoin, aux conditions de prix fixées aux annexes financières des actes d'engagement et suivant les règles définies dans les articles ci-après.

2.2 – Forme de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est passé selon la procédure adaptée, en application de l'article L.2123-1 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, conclu conformément aux articles L.2125-1, R.2162-1 à R.2162-6, et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique.

Le présent accord-cadre est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande par l'acheteur, en fonction de ses besoins, sans négociation ni remise en concurrence préalable du titulaire, dans les conditions définies par le marché.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique pour la durée et les montants prévus dans les documents contractuels.

2.3 – Allotissement

Le présent accord-cadre n'est pas alloti car il représente un ensemble homogène de prestations permettant de répondre au besoin unique d'accompagnement de l'ENSTA dans la mise en œuvre d'un SMQ certifié ISO 21001 et ISO 9001.

2.4 – Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.5- Lieux d'exécution de l'accord-Cadre

Les prestations font l'objet d'une exécution sur deux sites :

- **ENSTA Campus Paris-Saclay**
Adresse : 828 Boulevard des Maréchaux,

91762 Palaiseau Cedex,

- **ENSTA Campus de Brest**
Adresse : 2 Rue François Verny
29200 Brest

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations conformément aux spécifications du marché sur ces deux sites. Les frais liés aux déplacements nécessaires sur les deux sites d'intervention sont inclus dans le prix global proposé par le titulaire, sans possibilité de facturation supplémentaire.

Toutefois, l'exécution des prestations en distanciel est possible, sous réserve d'un accord préalable et écrit de la Responsable Qualité du Pouvoir adjudicateur.

Ce mode d'exécution doit garantir la qualité, la confidentialité et la conformité des prestations attendues.

ARTICLE 3 - MONTANTS DE L'ACCORD-CADRE

Pour la durée totale de l'accord-cadre, les montants de l'accord-cadre sont :

- Montant maximum pour 4 ans : 76 000 € HT (soixante-seize mille euros hors taxes) soit 91 200 € TTC (quatre-vingt-onze mille deux cents euros toutes taxes comprises)
- Montant maximum annuel : 19 000 € HT (dix-neuf mille euros hors taxes) soit 22 800 € TTC (vingt-deux mille huit cents euros toutes taxes comprises)

ARTICLE 4 - DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre issu de la présente consultation est conclu pour une durée initiale d'un (1) an à compter de sa date de notification.

Il pourra être renouvelé par tacite reconduction trois (3) fois, sauf dénonciation par l'une des parties, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au moins deux (2) mois avant l'échéance de la période en cours.

La durée totale maximale de l'accord-cadre, renouvellements inclus, est donc limitée à quatre (4) ans. Les prestations objet du marché devront impérativement débiter au cours du mois de janvier 2026.

ARTICLE 5 - PRIX

5.1 - Date d'établissement des prix

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois correspondant à la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » ou « mois 0 ».

5.2 - Type et forme du prix

Les prix sont unitaires, définitifs, et révisables.

5.3 - Modalités de révision des prix

Les prix figurant au présent marché sont réputés fermes pour la première année d'exécution. Au-delà, ils sont révisables à chaque date anniversaire de notification du marché.

La révision des prix s'effectue selon la formule suivante :

$$P1 = P0 \left(0,15 + 0,85 \frac{S1}{S0} \right)$$

dans cette formule :

P1 = représente le prix révisé,

P0 = représente le prix initial contractuel,

S0 = désigne le dernier indice SYNTEC publié du « mois zéro » ou « mois 0 ».

S1 = désigne l'indice SYNTEC du troisième mois précédant la date de début d'exécution des prestations.

L'indice SYNTEC est publié par la Fédération SYNTEC et reconnu par le ministère de l'Economie et des finances.

Pour la mise en œuvre de ces formules, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec au maximum quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

5.4 - Contenu des prix

Les prix comprennent toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, tous les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison ainsi que toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations dans les conditions stipulées au présent accord-cadre (inclus les frais de déplacement).

5.5 - Application de la TVA

Les prestations de l'accord-cadre sont assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée au taux normal en vigueur lors du fait générateur.

Lorsque le taux ou l'assiette de la taxe à la valeur ajoutée est différent, à l'époque du fait générateur, du taux ou de l'assiette en vigueur à la date d'élaboration de l'offre, les prix de règlement tiennent compte de cette variation, sauf disposition particulière édictée en vertu de la réglementation générale des prix.

ARTICLE 6 – CONDITIONS D'EXÉCUTION DES BONS DE COMMANDE

Les commandes sont passées par tout moyen écrit (courriel ou site internet du titulaire), au fur et à mesure des besoins de l'ENSTA. L'accusé de réception du titulaire vaut démarrage du délai d'exécution.

En l'absence de réponse du titulaire dans un délai de soixante-douze heures (72h), la commande est réputée admise et le délai d'exécution des prestations commence à courir.

6.1 - Durée maximum d'exécution des bons de commande

Les commandes émises par l'ENSTA pourront être notifiées au titulaire pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre. Passé ce délai, aucun bon de commande ne pourra être émis. Toutefois, l'exécution des commandes déjà notifiées sera poursuivie jusqu'à son terme dans la limite de trois (3) mois après la date de fin de validité de l'accord-cadre.

6.2 – Contenu des bons de commandes

Les bons de commandes comporteront les renseignements suivants :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- la référence de l'accord-cadre ;
- le numéro du bon de commande ;
- la désignation des prestations ;
- le prix unitaire hors taxes (par référence au BPU à l'acte d'engagement) ;
- les quantités commandées ;
- le montant hors taxes et toutes taxes comprises des prestations commandées ;
- le délai d'exécution ;
- le lieu d'exécution.

ARTICLE 7 – DELAIS ET CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

7.1 – Modalités d'exécution

L'accompagnement souhaité implique plusieurs volets :

- Des chantiers thématiques totalement nouveaux ou à déployer sur les Unités d'Enseignement et de Recherche qui seront auditées à compter de 2026, et pouvant porter sur l'impact de la fusion ENSTA et ENSTA Bretagne.

Un accompagnement pour traiter les constats de l'audit de certification peut être considéré comme un chantier thématique.

- Une surveillance de la performance des processus en appui du pool d'auditeurs internes. Les audits internes peuvent comprendre un audit blanc (4,5 jours d'audit et 0,5 jour de rédaction du rapport).

- Des sensibilisations ou séances de coaching destinées aux nouveaux pilotes ou fonctions amenés à être audités.

L'ordre du jour et les items abordés des prestations seront définis en amont de leur réalisation d'un commun accord entre le titulaire et le responsable qualité. Si les audits internes ont pour référentiels les normes ISO 9001 et ISO 21001, les chantiers thématiques peuvent aborder d'autres référentiels applicables à l'ENSTA.

Chaque prestation donne lieu à un support de présentation, un rapport ou un compte-rendu selon les échéances indiquées dans l'annexe financière BPU par le titulaire.

Les livrables sont transmis par courriel au responsable qualité :

Mme. Gabrielle HUART
Responsable Qualité
gabrielle.huart@ensta.fr

7.1 – Délais de remise des livrables

Le délai de remise des livrables court à compter de la date de notification de la commande, déterminée par l'accusé de réception, ou à défaut dans les soixante-douze heures suivant l'envoi de la commande par tout moyen écrit par l'ENSTA.

Ce délai est celui proposé par le titulaire dans son offre, annexée au présent marché, et ne peut en tout état de cause être supérieur à trois semaines à compter de la date de notification.

La remise des livrables devra être réalisée conformément à ce délai, sous peine de pénalités prévues au CCAP.

7.2 Délai d'exécution générale des prestations prévues annuellement

| Prestation | Echéances |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|
| Réalisation des prestations relatives à l'accompagnement thématique | $T1 = T0 + 12 \text{ mois}$ |
| Rapport de synthèse d'un chantier thématique | $T2 + 5 \text{ jours}$ |
| Réunion d'opportunité le cas échéant | $Ty = Tx + 72 \text{ heures}$ |
| Compte rendu de la réunion d'opportunité | $T2 + 10 \text{ jours}$ |
| Audits internes système ou de processus ISO 21001 et ISO 9001 | $T3 = T0 + 12 \text{ mois}$ |
| Rapport d'audit interne | $T2 + 20 \text{ jours}$ |
| Préparation aux audits externes (sensibilisation de groupe, coaching individuel.) | $T1 = T0 + 12 \text{ mois}$ |

T0 est la date de notification du marché

T1 est la date butoir de réalisation de la prestation

T2 est la date de fin d'exécution de la prestation

Tx est la date d'envoi du courriel demandant la tenue de la réunion

7.3 – Lieux d'exécution des prestations

Les prestations font l'objet d'une exécution sur deux sites :

- **ENSTA Campus Paris-Saclay**
Adresse : 828 Boulevard des Maréchaux,
91762 Palaiseau Cedex

- **ENSTA Campus de Brest**
Adresse : 2 Rue François Verny
29200 Brest

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations conformément aux spécifications du marché sur ces deux sites. Les frais liés aux déplacements nécessaires sur les deux sites d'intervention sont inclus dans le prix global proposé par le titulaire, sans possibilité de facturation supplémentaire.

Toutefois, l'exécution des prestations en distanciel est possible, sous réserve d'un accord préalable et écrit de la Responsable Qualité du Pouvoir adjudicateur.

Ce mode d'exécution doit garantir la qualité, la confidentialité et la conformité des prestations attendues.

ARTICLE 8 – OPERATION DE VERIFICATION

Les opérations de vérification sont définies selon les articles 26 à 27 du CCAG/PI.

ARTICLE 9 – PÉNALITÉS

9.1 - Autorité habilitée pour les sursis et les prolongations de délais

Les autorités habilitées à octroyer les prolongations de délais et les sursis sont la Directrice ou le Directeur Général des Services de l'ENSTA.

Les pénalités s'entendent sur tous les jours ouvrés hors période de fermeture de l'ENSTA.

9.2 - Pénalités de retard de remise de livrables

En cas de retard dans la remise des livrables, des pénalités seront appliquées au titulaire. Ces pénalités s'élèvent à 100 € par jour calendaire de retard, calculées à partir du lendemain du jour où le délai contractuel de remise des livrables expiré.

Le montant total des pénalités ne pourra pas excéder 10% du montant total hors taxes du marché ou du bon de commande.

Avant toute application de pénalités, l'acheteur adressera une notification écrite au titulaire lui laissant un délai de quinze jours pour présenter ses observations. À défaut de réponse ou si les observations ne permettent pas de justifier le retard, les pénalités seront appliquées.

Le paiement de ces pénalités est sans préjudice de la possibilité pour l'acheteur de demander réparation pour tout préjudice supplémentaire causé par ce retard.

ARTICLE 10 : OBLIGATIONS

10.1 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à exercer l'ensemble des prestations conformément au CCTP MP 2025 05 60.

10.1.1 – Obligation générale de conseil

Dans le cadre de sa mission, le titulaire a une obligation de conseil qui trouve son fondement dans l'expertise et les compétences professionnelles des membres de son équipe.

Le titulaire ne peut être déchargé de sa responsabilité liée à son obligation de conseil que dans la mesure où il justifie avoir alerté, informé ou renseigné l'ENSTA sur les conséquences éventuelles de l'absence de prise en considération de ses suggestions, recommandations et conseils.

10.1.2 – Obligation de résultats

Le titulaire est engagé par une obligation de résultat pour les missions qui lui sont confiées. La qualité de ces résultats s'apprécie au regard des livrables fournis.

10.1.3 – Dispositions concernant le personnel du titulaire

Les profils des agents affectés à l'exécution des prestations, tels que présentés à l'appui de l'offre du titulaire, doivent impérativement être respectés.

À ce titre, le titulaire s'engage à mobiliser les moyens humains et techniques nécessaires à la bonne exécution de l'accord-cadre, à disposer en permanence d'une capacité d'intervention suffisante pour répondre aux sollicitations du pouvoir adjudicateur, et à fournir aux collaborateurs affectés toutes les informations nécessaires à la réalisation des prestations.

Le titulaire détermine également l'ensemble des moyens techniques à mettre en œuvre, lesquels doivent être adaptés aux obligations contractuelles. Il prend l'initiative de les faire évoluer si les résultats constatés ne répondent pas au niveau d'engagement attendu.

Toute modification des moyens humains ou techniques, notamment le remplacement d'un membre de l'équipe projet, doit être soumise à l'accord écrit préalable et formel du pouvoir adjudicateur. Le nouveau profil proposé devra démontrer un niveau équivalent de compétence, d'expérience et de formation.

En cas de non-validation par le pouvoir adjudicateur du nouveau profil, l'accord-cadre pourra être résilié.

Le pouvoir adjudicateur se réserve par ailleurs le droit de récuser, à tout moment, les personnels du titulaire qu'il jugerait inadaptés, sans justification préalable.

En cas de comportement répréhensible d'une personne placée sous la responsabilité du titulaire, le pouvoir adjudicateur pourra exiger son départ immédiat. Le titulaire devra alors procéder à son remplacement, sans pouvoir prétendre à une prolongation du délai d'exécution ni à une indemnité.

14.1.4 – Responsabilités du titulaire

Il est expressément entendu que le personnel du titulaire demeure à tous les égards les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité au travail, congés payés, déplacement ...) qui en supporte donc toutes les responsabilités juridiques afférentes.

Ainsi, notamment, tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du titulaire pendant la durée d'exécution des prestations est entièrement pris en charge par le titulaire.

10.2 - Obligations de l'ENSTA

L'ENSTA s'engage à communiquer au titulaire toutes les informations utiles en vue d'optimiser le déroulement des prestations et de faciliter de façon générale l'exécution de chaque marché subséquent. L'école mettra à disposition les documents nécessaires.

ARTICLE 11 - CONDITIONS FINANCIÈRES DE L'ACCORD-CADRE

11.1 - Avance

Sans objet

11.2 – Acomptes

Sans objet

11.3 – Financement

Le présent accord-cadre est financé sur les crédits budgétaires de l'ENSTA.

11.4 – Modalités de paiement

11.4.1 - Envoi de la facture au format dématérialisé

En vue du Décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, les entreprises de toutes tailles et les personnes publiques, à compter du 1^{er} janvier 2020, devront transmettre leurs factures électroniquement.

Toute société peut recourir à ce mode de transmission via le portail intitulé CHORUS PRO :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

L'identifiant CHORUS = 19750003600029

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont obligatoirement effectués via le portail gratuit de facturation CHORUS PRO à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr> en prenant en compte les renseignements ci-dessous :

| Identifiant CHORUS | Désignation | Libelle service | Statut | Engagement obligatoire | EJ Obligatoire | Numéro TVA intracommunautaire |
|--------------------|-------------|-----------------|--------|------------------------|----------------|-------------------------------|
| | | | | | | |

| | | | | | | |
|--------------------|-----------------------------------------------|--------------|-------|-----|----------------|-------------------|
| 197500036 00029 | ECOLE NAT SUP DE TECHNIQUES AVANCEES | DAF Dépenses | ACTIF | OUI | MP20250 560 | FR 64197500036 |
|--------------------|-----------------------------------------------|--------------|-------|-----|----------------|-------------------|

L'utilisation du portail de facturation par le titulaire, est exclusive de tout autre mode de transmission. Si le titulaire transmet une facture en dehors du portail de facturation recommandé, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de rejet de la facture après avoir invité le titulaire à utiliser le portail indiqué.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

En application de l'article 1 du décret n°2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, les factures doivent comporter les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
 - La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
 - Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
 - En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
 - Le code d'identification du service en charge du paiement ;
 - La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
 - La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
 - Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
 - Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
 - Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

11.5 - Généralités

Les paiements afférents aux marchés subséquents du présent accord-cadre seront faits conformément aux règles de la comptabilité publique, par des virements au compte du titulaire. Le mode de règlement est le virement SEPA.

Le comptable assignataire chargé des paiements est l'agent comptable de l'ENSTA.

L'ordonnateur chargé de la liquidation financière ainsi que de l'émission des mandats est la Directrice de l'ENSTA.

11.6 - Délai global de paiement

En application de l'article R. 2192-10 du code de la commande publique, il est précisé que le délai maximal de paiement est de 30 jours suivant la réception par le service de la demande de paiement ou de la date d'effet de la décision d'admission si cette date est postérieure à la date de réception de la facture. En cas de dépassement de ce délai de paiement, la personne publique versera au titulaire des intérêts moratoires, dans les conditions réglementaires.

11.7 - Cession de créance et nantissement

Le titulaire peut être admis au bénéfice du régime institué par les articles R. 2191-46 à R. 2191-63 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatifs à la cession ou au nantissement des créances.

L'ENSTA remet au titulaire à sa demande, soit une copie de l'original du CCP valant acte d'engagement revêtue de la mention dûment signée, par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché, soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité est remis par l'organisme bénéficiaire de la cession ou du nantissement au comptable assignataire en tant que pièce justificative pour le paiement.

Ce bénéficiaire encaisse seul, à compter de cette notification ou signification au comptable, le montant de la créance ou de la part de la créance qui lui a été cédée ou donnée en nantissement.

ARTICLE 12 – OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITÉ – MESURES DE SÉCURITÉ

12.1 - Mesures de sécurité et protection du secret

Dans le cadre des dispositions prises par le Gouvernement à l'égard des sociétés travaillant pour la Défense Nationale, le prestataire s'engage à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit et sans autorisation écrite de la personne responsable du marché, de tout élément porté à sa connaissance dans le cadre des marchés subséquents, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution des prestations précédemment définies.

Le prestataire retenu s'engage à compter de la signature du présent accord-cadre à respecter un accord de confidentialité.

Le prestataire s'engage à faire exécuter les prestations par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail clandestin. Il doit également s'engager aux mêmes exigences vis-à-vis de ses sous-traitants éventuels.

Le personnel du prestataire doit se conformer aux consignes de sécurité en vigueur et aux prescriptions du règlement intérieur qui leur est applicables.

Le prestataire s'engage à détruire toute la documentation concernant le réseau de l'ENSTA susceptible de lui être remis dans le cadre de la prestation.

Les dispositions de l'article 5 du CCAG/PI relatives aux obligations de confidentialité et aux mesures de sécurité sont applicables aux marchés subséquents. En cas de violation de ces obligations, le marché subséquent peut être résilié aux torts du titulaire.

12.2 - Libre accès - Conditions de travail

La personne publique prendra toutes dispositions pour que le personnel du prestataire puisse accéder librement aux locaux et lui permettre d'exécuter toutes les prestations déclinées dans le présent marché. Le personnel du prestataire devra disposer des moyens nécessaires pour travailler dans des conditions d'hygiène et de sécurité normales.

12.3 - Entrées et sorties dans l'établissement de matériels appartenant au prestataire

Il incombe au prestataire de se conformer au règlement de police de la personne publique et de déclarer au service de sécurité toute introduction de matériel dont il reste propriétaire et qu'il sera amené à sortir de l'enceinte à l'issue des prestations exécutées.

ARTICLE 13 - RÉSILIATION

Les conditions de résiliation applicables sont celles du chapitre 7 du CCAG/PI. Conformément à l'article 41 du CCAG/PI, l'accord-cadre prévoit l'exécution des prestations par un tiers aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 14 - CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES

14.1 – Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties d'un marché subséquent, sous réserve de l'acceptation préalable par le pouvoir adjudicateur du ou des sous-traitants et de l'approbation des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

La sous-traitance de la totalité du marché subséquent est interdite.

L'acceptation du ou des sous-traitants, ainsi que l'approbation des conditions de paiement, peut intervenir en cours d'exécution du marché subséquent, conformément à l'article 7 du CCAG-PI 2021.

Toute sous-traitance non déclarée ou réalisée sans acceptation préalable pourra entraîner la résiliation du marché subséquent aux frais et risques du titulaire, conformément à l'article 40 du CCAG-PI 2021.

14.2 – Assurance

Le titulaire doit justifier, dans les 15 jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire d'assurances garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages encourus dans le cadre de ses activités. La garantie doit être suffisante.

14.3 - Changements dans la situation du titulaire

Le titulaire s'engage à notifier immédiatement à l'ENSTA toute modification survenant après notification de l'accord-cadre, concernant :

- les personnes ayant pouvoir d'engager la société,
- la forme de la société,
- la raison sociale et l'adresse du siège,
- le capital social

ainsi que toutes les modifications importantes du fonctionnement de la société.

Toute entreprise mise en redressement ou liquidation judiciaire doit, par l'intermédiaire de son représentant, du syndic ou de l'administrateur judiciaire désigné, adresser à l'ENSTA, dans les 15 jours suivant la décision de justice, une copie de tous les actes judiciaires relatifs au jugement de faillite personnelle, redressement judiciaire, liquidation de biens ou liquidation judiciaire, ainsi qu'une copie de tous les documents afférents aux autorisations de poursuite d'activités du titulaire, dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

14.4 - Déclaration de non-exclusion des marchés de l'Etat

Le titulaire déclare qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions prévues à l'article L.2141-1 du Code de la commande publique.

14.5 - Infraction à la législation fiscale

Le titulaire affirme, sous peine de résiliation de plein droit du marché ou de sa mise en régie à ses torts exclusifs, qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article L.2141-1 du Code de la commande publique.

14.6 - Lutte contre le travail illégal

Le titulaire déclare sur l'honneur :

- Que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L1221-10, L1211-13, L1221-15, L3243-1, L3243-2 et L3243-4 du code du travail,
- S'acquitter de ses obligations au regard des articles L8221-3, L8221-5 et D8222-5 du code du travail réprimant le travail illégal,
- Qu'il n'a pas fait l'objet au cours des 5 dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour travail dissimulé, emploi d'étrangers sans titre, marchandage ou prêt de main d'œuvre illicite, conformément au décret n° 97.638 du 31 mai 1997 pris pour l'application de la loi n°97.210 du 11 mars 1997 relative au renforcement de la lutte contre le travail illégal.

ARTICLE 15 - LITIGES

Le droit français est seul applicable et les tribunaux français seuls compétents. Les litiges et différends nés de l'exécution de l'accord-cadre sont soumis au juge administratif. Le tribunal administratif compétent est celui de Versailles.

ARTICLE 16 - TRAITEMENT DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »), entré en vigueur le 25 mai 2018.

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-PI 2021, chaque partie est tenue de respecter les règles européennes et françaises applicables aux traitements de données personnelles mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché.

Toute transmission de données à des tiers, y compris hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation, les parties procéderont aux adaptations nécessaires pour garantir la conformité, par avenant ou modification unilatérale motivée.

Lorsque le titulaire traite des données personnelles pour le compte de l'acheteur, les documents particuliers du marché préciseront la finalité, la description, la durée du traitement et les mesures de sécurité à respecter.

ARTICLE 17 – DISPOSITIONS SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

17.1 – Dispositions sociales

En cours d'exécution du présent accord cadre, le titulaire s'engage à recruter, **en cas de publication d'une fiche de poste et à niveau de qualification équivalent**, une des personnes suivantes :

- Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage).
- Bénéficiaires du RSA (en recherche d'emploi).
- Publics reconnus travailleurs handicapés au sens de l'article L.512-13 du Code du travail fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi.
- Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation temporaire d'attente (ATA), du RSA, l'allocation adulte handicapé (AAH) ou de l'allocation d'invalidité.
- Les jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
 - Sans qualification (de niveau *infra V*, soit d'un niveau inférieur au CAP/BEP).
 - Diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur.
- Demandeurs d'emploi sénior (plus de 50 ans)

- Les personnes prises en charge dans le dispositif d'IAE (insertion par l'activité économique) c'est-à-dire :
 - *Mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou par une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI).*
 - *Salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier et chantier d'insertion (ACI) et des régies de quartier agréées.*
 - *Prises en charge dans un dispositif particulier (ex : Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ou Etablissement Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE)).*
 - *Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée.*
 - *Personnes employées dans les groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ou organismes ayant le même objet*
- Les personnes rencontrant des difficultés particulières, sur avis motivé de France Travail, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

Cette action d'insertion est mise en œuvre via une ou plusieurs des modalités définies ci-après :

1. Le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'Insertion (EI)
2. La mise à disposition de salariés. L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), d'un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ) ou d'une Association Intermédiaire (AI).
3. L'embauche directe par l'entreprise. Dans le cas où l'entreprise attributaire procède à une embauche directe d'une personne visée par l'action d'insertion.

Le titulaire fournit tous renseignements utiles (justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, date d'embauche, type de contrat, poste occupé, attestation mensuelle d'heures d'insertion, etc.) propres à permettre le contrôle aléatoire de l'exécution et l'évaluation de l'action.

En cas de départ volontaire, ou de licenciement, avant la fin du contrat de la personne recrutée au titre de l'insertion, le titulaire doit informer ENSTA Campus de Paris-Saclay des raisons ayant entraîné la rupture de ce contrat, et ce dans un délai de huit jours. L'embauche d'une nouvelle personne doit intervenir dans les meilleurs délais.

17.2- Dispositions environnementales

Le prestataire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires au respect de l'environnement. En particulier, il veillera à :

- *Prendre des mesures visant à réduire l'empreinte carbone de son activité liée au présent contrat ;*
- *Avoir une gestion éco-responsable des déchets liés au présent contrat ;*
- *Réduire les nuisances visuelles et sonores.*